

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 18 décembre 2013

Objet n° 4 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins; Mme Cécile Jodogne, Conseiller communal; MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Emin Ozkara, Mohamed Lahlali, Mme Isabelle Durant, MM. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Mahinur Ozdemir, Conseillers communaux; M. Frederic Nimal, Echevin f.f.; Mme Filiz Güles, M. Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mmes Lorraine de Fierlant, Joëlle van Zuylen, M. Quentin van den Hove, Mme Berrin Saglam, M. Bram Gilles, Mme Asma Mettioui, M. Thomas Eraly, Conseillers communaux; M. Jacques Bouvier, Secrétaire communal; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: Mme Laurette Onkelinx, MM. Yvan de Beaufort, Mohamed Reghif, Mmes Catherine Moureaux, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Barbara Trachte, Conseillers communaux.

**#Objet : Règlement-taxe sur les résidences non principales - Exercices 2014 à 2018 -
Renouvellement et Modification #**

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 26 voix contre 13 et 0 abstention(s).

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes communales et provinciales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu les dispositions du titre VII, chapitres 1^{er}, 3, 4, 7 à 10 du CIR 92 ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale; Vu l'ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle

administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Revu sa délibération du 16 décembre 2009 votant le règlement relatif à la taxe sur les résidences non principales pour un terme de 4 ans, expirant le 31 décembre 2013;

Considérant que ce règlement est motivé principalement comme tout règlement taxe par la nécessité pour la commune de se procurer des recettes pour lui permettre d'atteindre l'équilibre budgétaire (article 252 NLC) et ainsi assurer les missions de service public ;

Considérant que les usagers d'une résidence non-principales peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à disposition inscrites ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries et parcs;

Considérant qu'il est raisonnable et adéquat de faire participer ces personnes au financement des services communaux utiles à la collectivité des personnes, tout comme les personnes physiques dont le domicile fiscal est établi à l'adresse du logement qu'ils occupent y participent;

Considérant que les personnes non-inscrites échappent généralement au paiement des toutes taxes communales;

Considérant que la taxe ne s'applique pas aux étudiants non inscrits dans les registres de la population pour ce logement;

Considérant que la taxe ne s'applique pas aux propriétaires d'une chambre ou appartement meublé mis en location et redevable de la taxe sur la mise à disposition et location de chambres et appartements;

Considérant que le fait de résider dans des maisons de repos et de soins est souvent en dehors de la libre volonté de ces personnes, la taxe n'est pas due;

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie.

Vu les rapports du Collège des Bourgmestre et Echevins du 17 septembre, du 15 et 22 octobre et du 3 décembre 2013 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

ARRETE :

Article 1

Il est établi à partir du 1^{er} janvier 2014 au profit de la commune de Schaerbeek pour un terme expirant le 31 décembre 2018, une taxe mensuelle sur les résidences non-principales.

Article 2

- Par résidence non-principale, il faut entendre tout logement privé dont l'usager peut disposer à tout moment que ce soit en qualité de propriétaire, de locataire, voire d'usager à titre gratuit, sans être inscrit pour ce logement aux registres de la population.

- Est censée disposer d'une résidence non-principale, la personne qui peut l'occuper, même d'une façon intermittente, durant l'exercice fiscal.

Article 3

Le taux de la taxe pour l'exercice 2014 est fixé au 1^{er} janvier à 125€ par mois d'occupation et par résidence non principale.

Ce taux est majoré au 1^{er} janvier de l'année suivante au taux de 2,5%, arrondis à l'euro le plus proche, conformément au tableau ci-dessous :

Exercice 2015	Exercice 2016	Exercice 2017	Exercice 2018
128€	131€	134€	137€

Si l'occupation de la résidence non principale ne dépasse pas dix mois durant l'exercice d'imposition, le taux de la taxe est réduit à 125€ par mois d'occupation.

Ce taux mensuel sera majoré au 1^{er} janvier de l'année suivante au taux de 2,5%, arrondis à l'euro le plus proche, conformément au tableau ci-dessous :

Exercice 2015	Exercice 2016	Exercice 2017	Exercice 2018
128€	131€	134€	137€

Article 4

La cessation de l'occupation devra être notifiée à l'administration communale et le contribuable doit fournir la preuve qu'il n'occupe plus de cette résidence. Cette preuve déterminera la durée de l'occupation à prendre en compte pour le calcul de la taxe.

Pour l'application de la présente disposition, tout mois entamé compte en entier.

Article 5

Le redevable de la taxe est la personne qui réunit une ou plusieurs des conditions ci-après :

1. être propriétaire à Schaerbeek d'un logement privé et s'en réserver l'usage sans être inscrit aux registres de la population à l'adresse de ce logement.
2. être propriétaire à Schaerbeek d'un logement privé donné en location à une ou plusieurs personnes non inscrites dans les registres de la population à l'adresse de ce logement et être resté en défaut de communiquer l'identité de son (ses) locataire(s) alors même que l'administration communale lui en a fait la demande sur pied de l'article 8, alinéa 2 du présent règlement.
3. avoir loué ou disposer (voire à titre gratuit) d'un logement à Schaerbeek, sans être inscrit aux registres de la population à l'adresse de ce logement.

L'usager principal des lieux sera censé s'en réserver l'usage s'il ne peut faire la preuve de leur location ou de leur cession gratuite à des tiers ou de leur inoccupation totale et permanente.

Article 6

Ne donnent pas lieu à la perception de la taxe :

1. Les logements tombant sous l'application du règlement taxe sur la mise à disposition et location de chambres et appartements y compris ceux qui bénéficient d'une exonération en vertu de ce règlement
2. Les personnes résidant dans des maisons de repos et/ou de soins.

Article 7

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que ce dernier est tenu de renvoyer, dûment complétée, datée et signée, dans un délai de quinze jours à compter de sa réception qui est présumée avoir lieu trois jours ouvrables après l'envoi.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès du service des Taxes au plus tard dans les deux mois de son établissement en résidence non principale et de la renvoyer, dûment complétée, datée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule, à savoir quinze jours.

L'absence de déclaration, la déclaration tardive, incomplète ou imprécise donnera lieu à l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et échevins notifie au contribuable, par lettre recommandée, les motifs pour lesquels il recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le contribuable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

En cas d'imposition d'office, la taxe est majorée d'un montant égal à la moitié de la taxe due.

La déclaration vaut jusqu'à révocation.

Article 8

Le contribuable est tenu de fournir à l'administration communale tous les renseignements qui lui sont réclamés aux fins de vérifier l'exacte perception de la taxe.

De même, sur demande expresse de l'administration communale, le propriétaire est tenu de

communiquer par écrit l'identité et les coordonnées de son (ses) locataire(s). Cette communication devra se faire dans les quinze jours à compter de la date d'envoi du courrier recommandé contenant la demande de l'administration communale.

Article 9

Les agents assermentés et désignés par le Collège des Bourgmestre et Echevins sont qualifiés pour procéder à l'établissement et/ou au contrôle des assiettes fiscales et constater les contraventions aux dispositions du présent règlement.

Article 10

La taxe est perçue par voie de rôle. Les rôles sont arrêtés et rendus exécutoires, par le Collège des Bourgmestre et Echevins, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

Article 11

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles en vigueur en matière d'impôts sur les revenus.

Article 12

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 13

Le contribuable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou par son représentant et mentionne les nom, qualité, adresse ou siège du contribuable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de six mois à partir du troisième jour ouvrable qui suit l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 14

La présente délibération entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014 pour un terme expirant le 31 décembre 2018.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 18 décembre 2013.

Par le Conseil:

Jacques Bouvier
Secrétaire communal

Bernard Clerfayt
Bourgmestre-Président

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 18 december 2013

Voorwerp nr 4 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Schepenen; Mevr. Cécile Jodogne, Gemeenteraadslid; HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Emin Ozkara, Mohamed Lahlali, Mevr. Isabelle Durant, HH. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, Gemeenteraadsleden; H. Frederic Nimal, Schepen wvd.; Mevr. Filiz Güles, H. Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, Joëlle van Zuylen, H. Quentin van den Hove, Mevr. Berrin Saglam, H. Bram Gilles, Mevr. Asma Mettioui, H. Thomas Eraly, Gemeenteraadsleden; H. Jacques Bouvier, Gemeentesecretaris; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Laurette Onkelinx, HH. Yvan de Beaufort, Mohamed Reghif, Mevr. Catherine Moureaux, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Barbara Trachte, Gemeenteraadsleden.

**#Objet : Belasting op de andere dan hoofdverblijven - Dienstjaren 2014 tot 2018 -
Hernieuwing en Wijziging #**

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 26 stem(men) tegen 13 en 0 onthouding(en).

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van provinciale- en gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen; in het bijzonder artikels 91 tot 94;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken;

Gelet op de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot en met 10 van WIB 92;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Herziende het raadsbesluit van 16 december 2009, welke het reglement betreffende de belasting op de andere dan hoofdverblijven, goedkeurt voor een termijn van 4 jaar, vervallend op 31 december 2013;

Overwegende dat dit reglement hoofdzakelijk is gemotiveerd zoals bij alle belastingreglementen door de noodzaak van de gemeente om zich te voorzien van een bron van inkomsten welke toelaat een begroting in evenwicht op te maken (artikel 252 NLC) en haar taken van openbare dienst te verzorgen;

Overwegende dat de gebruikers van een andere dan hoofdverblijfplaats kunnen genieten van alle gemeenschappelijke faciliteiten voorzien op het grondgebied van de gemeente, inclusief de wegen en parken, of zij ingeschreven zijn of niet;

Overwegende dat het redelijk en passend is om deze mensen te betrekken bij de financiering van de gemeentelijke diensten die nuttig zijn voor de gemeenschap, net zoals bij de individuen wier fiscale woonplaats is gevestigd op het adres dat zij bewonen;

Overwegende dat de niet-ingeschrevene in het algemeen ontsnapt aan de betaling van iedere vorm van gemeentelijke belasting;

Overwegende dat de belasting niet van toepassing is op studenten, die niet ingeschreven zijn in het bevolkingsregister voor deze woning;

Overwegende dat de belasting niet van toepassing is op eigenaren die een kamer of gemeubileerd appartement verhuren en onderworpen zijn aan de belasting op het terbeschikkingstelling en verhuur van kamers en appartementen;

Overwegende dat het wonen in verpleeg- en verzorgingstehuis vaak niet uit de vrije wil is van deze personen, is de belasting hen niet verschuldigd;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Gelet op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 17 september, 15 en 22 oktober en van 3 december 2013;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1

Er wordt vanaf 1 januari 2014, ten voordele van de gemeente Schaarbeek, voor een termijn vervallend op 31 december 2018, een maandelijkse belasting geheven op de andere dan hoofdverblijven.

Artikel 2

- Onder andere dan hoofdverblijfplaats moet men verstaan elke private woongelegenhed waarover de gebruiker te allen tijde mag beschikken, hetzij in hoedanigheid van eigenaar, huurder of als kosteloze gebruiker, zonder te zijn ingeschreven op dit adres in het bevolkingsregister.

- Wordt geacht te beschikken over een andere dan hoofdverblijfplaats de persoon die haar kan gebruiken, zelfs op een intermitterende wijze, gedurende het aanslagjaar.

Artikel 3

De aanslagvoet voor het dienstjaar 2014 is vastgesteld per 1 januari op 125€ per bezette maand en per andere dan hoofdverblijf.

Deze aanslagvoet zal per 1 januari van het volgende jaar worden verhoogd met 2,5%, afgerond naar de dichtstbijzijnde euro, volgens onderstaande tabel:

Dienstjaar 2015	Dienstjaar 2016	Dienstjaar 2017	Dienstjaar 2018
128€	131€	134€	137€

Indien de beschikking van het andere dan hoofdverblijf, gedurende het dienstjaar, niet de tien maanden overschrijdt, wordt de belasting teruggebracht tot 125€ per bezette maand.

Deze maandelijkse aanslagvoet zal per 1 januari van het volgende jaar worden verhoogd met 2,5%, afgerond naar de dichtstbijzijnde euro, volgens onderstaande tabel:

Dienstjaar 2015	Dienstjaar 2016	Dienstjaar 2017	Dienstjaar 2018
128€	131€	134€	137€

Artikel 4

De stopzetting van de bezetting dient te worden betekend aan het Gemeentebestuur en de belastingplichtige zal de beëindiging van de bewoning dienen aan te tonen. Dit bewijsstuk bepaalt de looptijd van de bezetting die gebruikt zal worden bij de berekening van de belasting.

Voor de toepassing van de bijgaande bepalingen, zal iedere begonnen maand voor haar totaliteit worden gerekend.

Artikel 5

De belastingschuldige is de persoon die aan een of meerdere van de volgende voorwaarden voldoet:

1. eigenaar zijn van een private woongelegenhed gelegen te Schaarbeek en er zich het recht toe voorbehouden deze te gebruiken zonder te zijn ingeschreven in de bevolkingsregisters op het adres van deze woongelegenhed.
2. eigenaar zijn van een private woongelegenhed gelegen te Schaarbeek en deze ter verhuring stellen aan één of meerdere personen die niet zijn ingeschreven in de bevolkingsregisters op het adres van deze woongelegenhed en het in gebreke blijven van overmaken van de identiteitsgegevens van zijn huurder(s) wanneer het gemeentebestuur hem dit heeft gevraagd op basis van artikel 8, lid 2 van huidig reglement.
3. hebben gehuurd of te beschikken (zie kosteloos) van een private woongelegenhed te Schaarbeek, zonder te zijn ingeschreven in de bevolkingsregisters op het adres van deze woongelegenhed.

De hoofdgebruiker van deze plek wordt geacht zich het gebruik ervan voor te behouden tenzij hij het bewijs van verhuring of zijn kosteloze afstand aan derden of het in zijn totaliteit en voortdurend niet gebruik ervan kan leveren.

Artikel 6

Zijn belastingvrij:

1. De woongelegenheden vallend onder de toepassing van het belastingreglement op het ter beschikking stellen en de verhuur van kamers en appartementen alsook zij die genieten van een vrijstelling bij dit reglement.
2. De personen verblijvend in rust- en/of verzorgingstehuizen.

Artikel 7

Het gemeentebestuur maakt een aangifteformulier over aan de belastingschuldige die ertoe gehouden is deze laatste terug te sturen, behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend, binnen een termijn van vijftien dagen te tellen vanaf zijn ontvangst wat verondersteld wordt plaats gehad te hebben drie werkdagen na zijn verzending.

De belastingschuldige die geen aangifteformulier heeft verkregen, is er niettemin toe gehouden één aan te vragen bij de Belastingdienst, uiterlijk binnen de twee maanden van zijn ingebruikname van de andere dan hoofdverblijfplaats en deze terug te sturen, behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend, binnen de op het bovenvermelde formulier vermelde vervaldatum, zijnde vijftien dagen.

Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering van de belasting, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingschuldige, per aangetekend schrijven, de motieven om gebruik te maken van deze procedure, de elementen waarop de aanslag is gebaseerd evenals de wijze van bepaling van deze elementen en het bedrag van de belasting.

Bij gebrek aan aangifte, laattijdig, onvolledig of onjuiste aangifte zal de aanslag van ambtshalve worden

gevestigd.

De belastingschuldige beschikt over een termijn van dertig dagen volgend op de datum van verzending van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk over te maken.

In geval van ambtshalve aanslag zal de ingekohierde belasting worden verhoogd met een bedrag gelijk aan de helft van de verschuldigde belasting.

Deze aangifte blijft geldig tot zij herroepen wordt.

Artikel 8

De belastingschuldige is ertoe gehouden aan het gemeentebestuur alle gevraagde inlichtingen te verschaffen met als bedoeling het nazicht op de juistheid van de inning van de belasting.

Daarenboven, op uitdrukkelijke vraag van het gemeentebestuur, is de eigenaar ertoe gehouden de identiteitgegevens en andere gegevens van zijn huurder(s) over te maken. Deze mededeling dient te worden gebeuren binnen de vijftien dagen na verzending van de aangetekende zending bevattende de vraag van het gemeentebestuur.

Artikel 9

De beëdigde en door het College van Burgemeester en Schepenen aangeduide ambtenaren zijn bevoegd tot de uitvoering van de vestiging en/of de controle van de grondslag en de vaststelling van tegenstrijdigheden met de beschikkingen van huidig reglement.

Artikel 10

De inning van de belasting gebeurt aan de hand van een kohier. De kohieren worden door het College van Burgemeester en Schepenen afgesloten en uitvoerbaar verklaard uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar.

Artikel 11

De belasting moet betaald worden binnen 2 maanden na verzending van het aanslagbiljet. Bij gebrek van betaling binnen de vastgestelde termijn zullen de sommen ten voordele van het gemeentebestuur worden vermeerderd, verwijlinteressen worden berekend volgens de in voege zijnde bepalingen vastgesteld in het Wetboek op de Inkomstenbelastingen.

Artikel 12

De belasting wordt door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 13

De belastingplichtige kan een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift schriftelijk ingediend worden. Het bezwaar moet gedagtekend en ondertekend zijn door de eiser of zijn vertegenwoordiger, met vermelding van naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld, alsook het onderwerp van het bezwaar, het verslag van de feiten en de middelen.

De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van verval, binnen de termijn van zes maanden vanaf de derde werkdag volgend op de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 14

Dit onderhavige raadsbesluit treedt in voege op 1 januari 2014 voor een termijn verstrijkend op 31 december 2018.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 18 december 2013.

Namens de raad :

Jacques Bouvier
Gemeentesecretaris

Bernard Clerfayt
Burgemeester-Voorzitter